



Contribution de Jean-Yves FAILLER

jy.failler@gmail.com

Le monde d'après : les piliers du débat

Les polémiques, les discussions, le vacarme qui agitent notre quotidien de confiné sont générateurs d'un climat de crainte, d'inquiétudes voire de peur et d'angoisse paralysantes. Cette situation inédite pour une majorité de français et d'européens, nés après 1940, provoque déjà une multitude de discours et d'analyses sur « demain ».

Partant d'un état des lieux devenu subitement partagé : productions hélas transférées à l'étranger, souveraineté limitée, stratégies propres disparues, démocratie racornie, grands services publics enterrés, inégalités creusées, statuts spécifiques et corporatismes multipliés, citoyens devenus usagers ou ayants-droit...

Partant de ces prises de conscience, les discours et analyses des dernières semaines visent quasi unanimement à relocaliser la décision politique et à faire des conditions de vie des français et des européens le nouvel horizon de toute action future.

Au-delà des expressions opportunistes, insincères et des exploiters de circonstances, nombreux sont celles et ceux qui admettent s'être peu interrogés sur le présent et le futur préalablement à la crise sanitaire. Désormais, ils-elles souhaitent le faire et leurs attentes sont un des effets de l'épidémie. Ce désir d'expression fédère des gens au-delà de leurs positions politiques distinctes et des « frontières » de la société. Il met en question voire ébranle ce que l'on croit savoir, il rassemble des personnes prêtes à rentrer dans une phase de débats longue et compliquée autant pour faire valoir leurs idées que pour en découvrir et partager des nouvelles, pour discuter du souhaitable et du possible dans ce moment où dominent changements de pieds et confusions.

Conduire et structurer le chantier de refondation d'un projet de société pour « le monde d'après », le libérer du culte de l'instant et de l'affectif impose de s'accorder et de s'appuyer sur des valeurs et mots clés pour se mettre à l'abri des interprétations et des propositions trop rapides voire néfastes.

Quels sont les mots incontournables, quelles sont les valeurs indispensables dans ce contexte de mondialisation et d'internationalisation des relations humaines et économiques pour constituer le socle d'une proposition majoritairement acceptée ?

S'agissant des mots, il n'est question ici que de signaler ceux qui semblent à minima impérativement à prendre en compte pour porter avec sens les références et les actions d'un projet commun.

En tête de liste, il y a AUDACE, indispensable pour engager une remise en cause nécessaire de choix jusqu'alors jugés cruciaux, pour ouvrir la porte à des changements stratégiques de politique. Ensuite, LUCIDITÉ, car les orientations à définir ne doivent pas exclure le possible et le réel. HUMILITÉ, car c'est trop souvent l'affirmation sans vergogne malgré les faits, les personnes et les situations, qui a tenu lieu de politique contre toutes les évidences. Aucun problème n'est sans solution mais rares sont celles qui sont simples et faciles. EXIGENCE et CLAIRVOYANCE, car elles sont des armes contre la démagogie qui affirme pouvoir contenter sans vue précise et perspicace des choses. SOBRIÉTÉ, en lieu et place des excès dans la consommation avide des ressources de la planète. COURAGE pour lutter contre les idées reçues et les tentations de bloquer toute reconfiguration du modèle de production et de consommation. PARTAGE, des richesses et fruits d'une croissance à réinventer qui ne soit pas une régression, mais aussi partage du pouvoir et de la décision dans toutes les arènes de la société, y compris l'entreprise au sens large du terme. Cette liste n'est bien sûr pas exhaustive. Manquent sans doute d'autres termes utiles pour guider la recherche de mesures à décider et pour comprendre les raisons pour lesquelles certaines seraient nécessaires et d'autres seraient mauvaises.

S'agissant des valeurs, se référer au trépied républicain est indispensable pour guider la réflexion à entreprendre et conduire cette rénovation. En outre, il permet de la relier à l'Histoire, de l'y intégrer.

Liberté, égalité, fraternité, dans le trépied, chaque pilier a besoin des deux autres. La liberté de conscience, de parole, de déplacement, n'est rien sans l'égalité en droits et en devoirs, qui intègre, éduque, réduit rentes et privilèges sans droit, qui s'oppose à l'égalitarisme niveleur ennemi du talent et du mérite. La fraternité n'est rien sans les deux autres. Dans la société fracturée, c'est le défi le plus difficile à relever mais le plus actuel. La fraternité n'est ni l'aumône, ni la générosité, ni la compassion, ni une notion juridique mais une obligation de solidarité de la société avec elle-même, un état d'esprit, le ciment de la communauté nationale indispensable à la construction du contrat social entre les citoyens. La fraternité des individus comme celle des nations est le meilleur remède contre les dérives racistes, le nationalisme, le jugement des individus pour ce qu'ils sont et non ce qu'ils font. « Si l'esprit de la République est dans ses institutions, son cœur est dans la fraternité » (Lionel Jospin). Cette notion semble avoir disparu des discours sans doute parce qu'elle sollicite peu le législateur. Il faut la réintroduire.

Enfin pour réussir la refondation nécessaire pour « demain », outre des valeurs et un vocabulaire commun, il faut de l'engagement dans ce débat. Celui des acteurs qui auront à oeuvrer ensemble : l'État, les collectivités territoriales, les citoyens pris individuellement ou rassemblés dans des groupements, des collectifs professionnels ou associatifs.

Dans l'avenir, l'engagement de l'État et celui des collectivités locales, instruments du corps social et de l'organisation des solidarités, de l'émancipation, de la redistribution, de la régulation doit tendre au renforcement de l'égalité, des libertés, de la fraternité et des services publics qui sont leurs leviers.

L'engagement de l'habitant qui participe à la vie de la cité et du pays qui, bien que préoccupé par ses propres attentes, se sent aussi concerné par la construction du bien commun, cet engagement doit intégrer notamment les champs de la proposition et de l'évaluation. Le modèle démocratique ne renaîtra pas sans un pouvoir mieux partagé, sans prise en compte des initiatives citoyennes, sans débats systématiques, obligatoires et organisés en amont de l'action, sans affirmation constitutionnelle du citoyen comme acteur majeur de la décision et de la construction du progrès et de société.